L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

NOUVELLE-ORLÉANS, SAMEDI MATIN, 1er MARS 1856.

Imprimé et publié par
G. F. WEISSE & Co.,
auxquels s'est associé:
C. F. WEISSE, H. DUPUIGNE,
H. DUTHOMIER, H. HABET.

Rue de Chartres No. 81, entre Conti et Bienville.

NOUVELLE-ORLÉANS:
SAMEDI MATIN, 1er MARS.

ABONNÉS A LA DEMAINE.

Les porteurs de l'ABEILLE sont autorisés à recevoir des abonnements à la semaine, à raison de 50 cents pour les six numéros. Il se présente tous les jours dans nos bureaux des personnes qui désirent s'abonner pour un mois ou deux, mais comme ce leur devrait un compte fastidieux pour une aussi courte période nous surchargerons sans profit la comptabilité, nous avons résolu de nous soustraire à cet ennui en autorisant nos porteurs à nous représenter. C'est donc à ces derniers que les abonnés à la semaine devront payer le montant de leur abonnement hebdomadaire.

DETTE DE LA VILLE-ORLÉANS.

Un projet de charte présenté au Sénat établit l'égalité de la taxe à la Nouvelle-Orléans. Cette mesure que réclame le troisième District fait pousser les hauts cris à Lafayette et ne plaît que médiocrement au premier district. Elle nous paraît juste cependant et nous serions heureux de la voir adopter.

La 37e section de la loi de consolidation de 1852 porte que la dette de l'ancienne ville sera répartie entre les trois districts au prorata de la valeur de leurs immeubles, d'après l'estimation de 1851. Cette part de l'ancienne dette jointe à la dette particulière de chacune des municipalités, à l'époque de la consolidation, forme un total qu'elles sont respectivement tenues de rembourser graduellement. En attendant ce règlement définitif elles paient l'intérêt de la dette. Une somme de $660,000 est prélevée dans ce but, mais comme il a été assigné à chaque district sa part de la dette commune, au moment de la réunion des municipalités, et que cette part, ainsi que nous venons de le dire, a été calculée sur la valeur alors existante des propriétés imposables de chaque district, il est évident que la on il y a dépréciation dans la valeur de celles-ci, le fardeau doit devenir extrêmement onéreux.

C'est ce qui a eu lieu dans le troisième district, et voilà pourquoi cette partie de la ville réclame aujourd'hui l'égalisation de l'impôt. On nous dira peut-être que les autres districts n'ont accepté la consolidation que parce que la charte imposait à chaque municipalité l'obligation de payer sa dette particulière en sus de la dette générale. Nous répondrons que le troisième district a repoussé la consolidation et que la mesure s'est accomplie contre son gré. Il aurait donc autant de droit à demander l'égalisation de l'impôt que les districts supérieurs à s'y opposer.

Mais au-dessus de ce conflit de prétentions il y a la justice et l'équité. Or, nous maintenons que puisque le troisième district a été forcé de se réunir aux autres municipalités, le devoir de la législature est d'alléger le fardeau qui pèse aujourd'hui si lourdement sur cette partie de la ville et de rétablir l'égalité de l'impôt. La fusion des dettes n'ajoutera guère aux charges des autres districts, tandis qu'elle sauvera le troisième district d'une ruine certaine.

La charte de 1852 répartit, nous avons dit, la dette de l'ancienne ville entre les différents districts au prorata de la valeur des propriétés imposables qui y sont assises, d'après l'estimation faite en 1851. Mais les propriétés ont elles toujours la même valeur? Tandis que cette valeur se maintenait dans le premier district, par exemple, elle est tombée dans le troisième qui, au lieu de posséder, comme en 1851, une valeur de huit millions de propriétés, n'a plus, d'après l'estimation de 1855, que $6,700,000 de propriétés sujettes à la taxe. Maintenant, comme sa part de la dette a été fixée d'après l'évaluation de 1851, il est évident que pour en acquitter l'intérêt il lui faudra payer une taxe plus considérable. Or, comme l'augmentation de la taxe amène la dépréciation de la valeur des propriétés, il est clair que les contribuables du troisième district tournent dans un cercle vicieux et que, si on ne modifie pour eux la situation, leur ruine est inévitable.

Il nous semble donc que la fusion des dettes serait une mesure sage et équitable. Le second district ne s'y opposera pas, nous le savons, mais le premier et le quatrième protestent déjà dans la presse et dans des meetings. Espérons que leur égoïste résistance sera vaincue et que l'égalité qui règne encore aujourd'hui dans la répartition de la dette disparaîtra bientôt. Les hommes sensés ne peuvent pas vouloir la ruine du troisième district, leur intérêt, à défaut de tout autre sentiment, doit leur faire un devoir de rapprocher de la partie inférieure de la ville. Lorsque l'on aura réussi à enlever toute valeur aux propriétés du troisième district, qu'aura gagné le reste de la ville? Les autres districts ne seront ils pas obligés alors d'acquitter presque toute la dette et d'en payer les intérêts? Au lieu de ruiner le troisième district, travaillons au contraire, en le mettant sur le même pied financier que les autres, à rapprocher de la Nouvelle-Orléans, tachons de le relever. Les propriétés imposables qui y sont situées augmenteront de valeur, sous un régime sage, et paieront en taxes au trésor municipal ce qu'elles lui doivent si difficilement à cette heure et ce qu'elles ne pourront bientôt plus lui donner.

STATUE DE CLAY.—Nous apprenons avec plaisir qu'on somme et de toutes parts avec empressement pour l'érection d'un monument en l'honneur de Clay. A cette dernière on ne fixera le chiffre de $1000. De plus modestes et d'un plus grand nombre souscriront une valeur égale comme manifestation patriotique, et 50 cents seront reçus avec autant de reconnaissance que les dons les plus magnifiques. On nous assure qu'une le montant des souscriptions s'élève en ce moment à près de vingt mille piastres.

CHRONIQUE LOCALE.

THÉATRE DE LA GAITÉ.—L'engagement de Mlle Agnès Robertson expire avec la représentation de ce soir du *Lost Up*, comédie d'un intérêt réel, écrivant Washington traversant la Delaware et d'un rôle très-remarquable pour la beauté de la situation dramatique du vaudeville intitulé: *The Invisible Prince*.

THÉATRE DE CHARTRES.—Ce soir deux drames bien choisis: *Le Remorqueur* et *Esmeralda*. M. Pope remplira le rôle de Quasimodo.

PANORAMA DE HAMBOURG.—Nous rappelons à nos lecteurs qu'il n'aura que quelques jours encore pour admirer cette grande représentation des campagnes de la Hollande et de la mer Noire. Le panorama de la guerre de Hongrie, qui le remplacera, est plus artistement disposé et plus intéressant pour la Nouvelle-Orléans, car il a été exécuté sur les lieux mêmes par un artiste de cette ville. Les représentations de jour sont généralement désertées aujourd'hui et le public n'aura plus que deux soirées pour cette curieuse exhibition. Il y aura représentation dans la matinée de demain.

La Mary de Sucre.—M. Joseph Hufft a demandé hier à la Chambre copie du traité avec injonction relative à la loi sur le commerce de cabotage. MM. Bailey et Dupre, membres du comité de finances, ont fait l'examen des documents.

M. Hufft dit qu'on lui a déclaré officiellement à Washington qu'il remplacerait sa place et a seul ainsi aux revenus qui s'élèveront à plus de dix mille piastres par an. Il a appris que M. John M. Bell remplacerait sa place en vertu d'une décision récente de la législature de l'Etat; qu'il doit s'adresser au receveur des douanes pour faire approuver son cautionnement de shérif de la paroisse d'Orléans. La mesure qui lui ôte la confiance de la législature est illégale que M. Bell a pas droit à la place et que si le receveur et le comité de finances acceptent le cautionnement offert par M. Bell, le demandeur subira une perte de plus de $10,000. M. Hufft demande un tribunal de législature au comité et au recorder d'accepter les raisons.

L'affaire se plaidera lundi prochain.—M. Randell Hunt représente le shérif actuel. MM. Durant et Morse représentent M. Bell.

DEVANT LA PREMIÈRE COUR.—Hill est envoyé hier, par le recorder Bright, devant la Première Cour de District.

Hugh Hall, sous prévention de tentative de meurtre de mercredi, le 12 février, sur la personne de John McGuire—Vu de cautionnement.

John Kane, propriétaire d'un magasin de commerce, boulevard Bienville et Melpomène pour violation des ordonnances.—Cautionnement de $100.

Hippolyte Percival et Pedro Perpigna, accusés d'avoir insulté François Galibet, qui les envoya devant le même tribunal par le recorder du Deuxième District.

ARRESTATIONS.—Michel Langdon a fourni un cautionnement en admettant qu'il propose à l'acheteur à vendre une propriété située à la Recluse.

John Bolton, Geo. Eskamp et Wm. Ward, habitant une rixe Gravier et Perdido, ont été arrêtés hier dans la rue Toulouse, par le sergent Amadon, qui les accuse d'être vagabond et suspects.—Cautionnement.

M. A. Lou de la maison Lon & Finnard, a déposé de hier au recorder du Deuxième District de fort arrêter un nommé Emile A. C. L., qu'il emploie à l'arrêter, relevé du magasin cinq robes de soie et les paquets de cravates d'été.

Thomas Welsh, matelot du navire anglais *Arthur*, est en prison pour avoir refusé de faire son devoir et menacé le capitaine.

La police du Deuxième District a arrêté hier Neil Dwyer, blanchisseur irlandais, qui, grand d'une bouteille avec laquelle on soulève les balles de coton, a mis sérieusement James Dubois et l'a grièvement blessé à la tête.

L'officier Percoma arrêta hier dans le faubourg Marigny, Bill Ford qu'il accuse d'être un habitué de mauvais lieux et suspect, qui, Français ou nègre, a été condamné par les cours de police et les cabarets, par ses fréquences des soirées.—Cautionnement de $500.

ARRESTATIONS.—Michael Doyle est arrêté, lundi soir, au deuxième étage d'une maison de la rue Girod où on a été précédemment blessé.

Un jeune homme de nom de Wm Tuck est arrêté, de charge de la police du Deuxième arrondissement, en flagrant délit dans une des maisons de la rue Bienville.

INCENDIE.—Le pays Augustin a commencé hier à brûler à C. Tour le département du corps de police qui est commandé par le capitaine Frederick Pechaut.

GRAND ACTE.—Un grand fait s'est produit hier et a trouvé tout à fait préparé. Il a été le sujet de toutes les conversations de la journée. Nous voulons parler de l'arrivée de Mlle Adelaïde Ristori, qui nous est venue pour une fois sans trompette ni tambour d'accompagnement.

Recettes de Chartres.—Nous publions aujourd'hui les rapports de l'Abeille des diverses lignes de chemins de fer pour le mois de février, comparé à celui de février 1855.

	1856	1855
Nouvelle-Orléans		
Jackson		
Mississippi Central		

Télégraphe électrique
TRANSMIS PAR L'ABEILLE

ARRIVÉE DE L'AMÉRICA.
Nouvelle d'Europe
D'UNE SEMAINE PLUS RECENTE.

Nouvelles par les malles.

New-York, 28 février.—Le steamer Américain est arrivé ce matin à Halifax avec des nouvelles, de Liverpool jusqu'au 16 courant.

Nouvelles politiques.

M. Cagnat a accepté en définitive un poste d'officier dans l'armée française. Il a été nommé capitaine dans l'armée sous d'officier.

Le Congrès de la paix devait se réunir après le départ de l'Amérique.

Marché.

Les cotonnes, pour des E.U., ont généralement augmenté sur celles de Liverpool par la malle.

Dans les prix qui suivent, la différence de 1/16 à 1/8 d. est de 1/16 d. Middling Orléans 6 3/4 d. middling 6 1/16 d. Middling fair 6 1/4 d. Middling 6 1/8 d. Vente de la semaine, 97,000 balles, dont 40,000 balles de stock et dans 40,000 balles pour les spéculateurs et pour l'exportation. Pas de Mobile ou Middling 5¾.

Nous donnons ci-dessous les cotations de Liverpool pour les différentes qualités de coton, comparées à celles de la semaine précédente:

	16 février	23 février
Fair Orléans	6	6
Middling fair	5 31/32	6 1/4
Middling	5 15/16	6 1/8
Good ordinary	5 13/16	5 15/16
Ordinary	5 11/16	5 13/16

Céréales.

La farine Canal de l'Ohio vaut 36 s. à 36 s. 6 d. Ohio 37 s. 38 s. Bale inaugurant aux acheteurs aussi. Le maïs jaune se vend de 30 s. le mêle 36 s. à 34 s. 6 d. Le riz a baissé.

La farine a fléchi de 6d. Le maïs est toujours cher et a baissé de 1s. Le pois, pointe de Vienne, est calme à 42s. Le bacon est tenu de 36 à 40. Le bœuf est calme à 120s., ce qui donne une forte baisse.

Londres, 25 février.—Les embarquements ne sont plus à 90 1/4 à 90 3/4. Les fonds anglais sont en faveur.

MARCHÉ AU COTON DE HAVRE.—Le dernier moyen des cotons de Saint-ma Havre, pendant la semaine, a été de 1000 balles.

Parlement.—La séance d'hier fut si orageuse à différentes débats, dans le Parlement, sur les affaires américaines. La commission de Dallas entre avec plaisir.

LÉGISLATURE DE LA LOUISIANE.

Baton-Rouge, 29e février.—Le Sénat, après une courte séance, s'est ajourné à lundi.

La Chambre a approuvé la résolution du Sénat fixant l'ajournement au 27 mars. Elle a adopté ensuite le bill pour remettre en vigueur une loi relative à l'administration de l'Hôpital Charité et à la translation d'un revenu pour pourvoir à l'entretien de l'établissement. La vente de cet acte, il sera pressé une taxe sur les cabarets, les théâtres de commerce, les théâtres de comédie de pose, salles de billard, jeux de quilles, etc. Le bill a amené une assez opposition, et, à cause de l'importance qu'on y attache, il frappe les intérêts et autres leurs d'amusement.

La Chambre s'ajourne à 7 heures du soir pour délibérer sur la nouvelle charte de la Nouvelle-Orléans.

Washington.

Washington, 29 février.—Une résolution a été votée par le Sénat, ordonnant à ce corps de faire savoir au Congrès si le gouvernement anglais a offert de nous mettre à un arbitrage le différend entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne au sujet de l'Amérique Centrale.

Le Sénat que le président se dispose à congédier M. Crampton, le ministre anglais, est chasse de bonne nouvelle.

M. Wade a été réélu, par la législature de l'Ohio, sénateur au congrès des Etats-Unis.

LES BANQUES LIBRES.—M. Jaimes, un des représentants de la Nouvelle-Orléans, a présenté à la Chambre un bill pour amender l'acte qui crée les banques libres de la Louisiane. En vertu de la loi actuelle, les banques libres sont tenues de déposer entre les mains de l'auditeur des garanties égales au montant de leur circulation. Le bill de M. James modifie cette disposition et autorise les banques libres à déposer deux piastres en billets contre une piastre de garantie ou une piastre en espèces. On sait que les banques soumises encore à l'ancien système ont le droit d'émettre trois piastres en billets contre une piastre en espèces.

DIPLOMATES A LA NOUVELLE-ORLEANS.—Le colonel PARKER H. FISCHER, que le nouveau gouvernement du Nicaragua a envoyé aux Etats-Unis en qualité de ministre plénipotentiaire mais que le président a refusé de recevoir comme agent diplomatique, est arrivé hier à la Nouvelle-Orléans et est descendu à l'Hôtel St. Charles. Le colonel Fischer partira le 11 de ce mois pour San Juan.

Le général Almonte, ministre du Mexique aux Etats-Unis, est également parmi nous. Il part ce matin à bord du steamer *Texas* pour Vera Cruz.

MORT D'UN COMMODORE.—On écrit de Hong-Kong que le commodore Fred Abbott, commandant de l'escadre américaine des Indes, est mort en Chine au commencement du mois de décembre.

RHODE ISLAND. Les démocrates du Rhode Island se sont réunis en convention le 21 février et ont désigné M. Americus V. Potter comme leur candidat pour la place de gouverneur. Il a été nommé également les délégués qui doivent les représenter à la convention nationale.

THÉATRE D'ORLÉANS.—L'affiche nous annonce pour ce soir *La fille du Régiment* et la dernière représentation du ballet espagnol, ainsi qu'un vaudeville en un acte—*Une femme qui mord*.

Demain, dimanche, bénéfice de Mlle Dumont. Il y aura foule partout pour entendre le magnifique drame d'Alexandre Dumas fils: *Le Demi-monde* a eu à Paris mouche savoir combien de représentations; nous ne doutons pas qu'il n'obtienne parmi nous le même succès.

EQUITIE sur la Seine.—Le cheval précédent a disparu d'hier, à midi, dans la descente de la levée de Lyon, à la vente d'un terrain de cultiver sans dans l'allée de la ville contre M. Tourné, et situé dans le premier District. Il y a sur ce terrain une maison avec ses dépendances qu'on donne 900 par mois.

Le chef d'office sur un steamer, à 10 heures et demie, la fonde. Installation et le bail du magasin de M. Auguste Barrand. La vente se fera sur le fleuve au rue de Chartres.

Pour les conditions des deux ventes, voir aux avis publicaires.

Nouvelles étrangères.

Nous avons reçu hier nos journaux européens apportés par le *Canada*: ils vont jusqu'au 21 février pour le bombardement qui a eu lieu le 7 février pour l'Angleterre.

L'*Indépendance belge* donne quelques détails sur le rôle que le Piémont, en sa qualité de puissance italienne, mais secondaire, a joué dans les négociations. Ce rôle ne sera pas le même que celui des cinq puissances. Bien qu'appelé à signer le traité définitif, le Piémont ne prendra part qu'aux délibérations sur les questions qui pourront l'intéresser soit directement, soit comme État riverain de la Méditerranée. Il s'abstiendra de toutes les questions qui seront uniquement du domaine de l'équilibre européen. C'est ainsi que les choses se sont passées au congrès de Vienne.

Si nous en croyons le journal *des Débats*, la Russie se croirait autorisée à ne pas exécuter le cinquième point, comme toutes les puissances belligérantes. Elle se réserverait donc de payer de ses propres deniers les indemnités dues à l'intérêt européen. Ce droit lui appartient, dit-elle, comme il appartient à la France, à l'Angleterre, à la Turquie, à la Sardaigne, qui sont aussi des puissances belligérantes, tandis qu'il ne pourrait être réclame ni par l'Autriche ni par la Suède, puissances alliées qui n'ont pris aucune part à la guerre, ni par la Prusse, puissance neutre.

On assure, dit le *Journal des Débats*, que la Russie demanderait que l'Angleterre s'imposa ce qu'on lui impose des obligations qui sont aussi des puissances belligérantes, tandis que, par exemple, il lui soit interdit de fortifier sa possession d'Héligoland, qui menace à la fois le Danemark et tous les États du nord de l'Allemagne; qu'on limite le nombre et la force des bâtiments militaires qu'elle portera désormais dans la mer Baltique. Il est douteux que l'Angleterre accepte de telles conditions. On en conclut que très probablement il ne sortira de la cinquième clause que ce que nous admis du désarmement unanime des puissances reçues dans la conférence."

L'*Ost-deutsche Post* annonce que l'Autriche fera prochainement, dans l'intérêt de l'Allemagne, une proposition à la Diète germanique pour que celle-ci s'approprie les mesures de garantie servant de préliminaires à la paix, afin que la confédération puisse prendre part aux conférences d'une manière active.

Le *Morning Post* déclare expressément que la Prusse ne sera jamais admise aux conférences qui vont avoir lieu, mais seulement à signer le traité de paix si les conférences aboutissent à ce résultat. Voici le que nous tenons dans ce journal :

"Dans la dépêche que je vous adresse, le gouvernement impérial avait pris pour bases les quatre points de garantie admis par les conférences de Vienne, et avait proposé à Reschid-Pacha, et avait proposé à Reschid-Pacha, qui avait accepté, d'ajouter au traité de la rupture de ces conférences, une solution qui différait, par la forme plutôt que par le fond, de celle mise en avant à cette époque par les puissances coalisées.

"Les propositions transmises aujourd'hui par le gouvernement français partent du même principe fondamental, c'est-à-dire la neutralisation de la mer Noire au moyen d'un traité direct entre la Russie et la Porte, garanti par les puissances qui avaient signé le traité de 1841. Le libre passage des bâtiments de guerre que chacune des puissances riveraines se réserve d'entretenir pour la sécurité de ses côtes, est le seul différent essentiellement de celles contenues dans la dépêche du 11 (23) décembre, que par la rectification proposée de la frontière entre la Moldavie et la Bessarabie, en échange des points occupés par l'ennemi sur le territoire de l'Autriche.

"Ce n'est point ici le lieu d'examiner si ces propositions réunissaient, mieux que celles du gouvernement impérial, les conditions nécessaires pour assurer le repos de l'Orient et la sécurité de l'Europe. Il suffit de constater qu'en définitive, un accord se trouvant établi de fait sur plusieurs des bases fondamentales de la paix.

"En présence de cet accord, en présence des vœux manifestés par l'Europe entière, en face d'une coalition qui tendait à perdre de plus grandes proportions, et des sacrifices que la prolongation de la guerre imposent à la Russie, le gouvernement impérial n'a pas cru devoir ajourner par des discussions accessoires une œuvre de conciliation dont le succès répondrait aux vœux de plus grand nombre.

"Il vient, en conséquence, de donner son adhésion aux propositions transmises par le gouvernement autrichien comme projet préliminaire pour des négociations de paix.

"Par son attitude énergique en présence d'une coalition formidable, la Russie a donné la mesure des sacrifices qu'elle est prête à faire pour défendre son honneur et sa dignité; par cet acte de modération, le gouvernement impérial donne un nouveau gage de son désir sincère de hâter l'effusion de sang, de faire cesser une lutte douloureuse pour la civilisation et l'humanité, de rendre à la Russie, à l'Europe, les bienfaits de la paix.

"Il est en droit d'attendre que l'opinion de tous les pays civilisés lui en tienne compte."

Nouvelles du théâtre de la guerre.

L'*Invalide russe* contient l'ordre du jour du prince Gortschakoff à son départ de Crimée, et un bulletin des dernières opérations contre Omer-Pacha. Voici la première de ces pièces:

"Quartier général de Batchisarai, 12 janvier 1856.

"En me rendant, suivant les ordres de l'empereur, à une nouvelle destination, je prends congé de vous, braves soldats, auxquels j'ai été appelé à commander. Un ange de paix descend sur nos têtes, et je l'espère, il sera bientôt, et des guerriers et sont destinés du sang de l'ennemi.

"Les spectateurs étaient en petit nombre, parce que la plupart ne savaient pas exactement l'heure à laquelle commencerait la représentation. Dans la loge d'honneur étaient placés Mlle Rachel, M. Arsène Houssaye, M. Jules Janin, M. Théophile Gautier, M. Ponsard, M. Alexandre Dumas fils, M. Emile Augier, M. Empis, M. Legouvé, M. Bouilhet, M. Maxime du Camp, M. Feydeau, M. Barrière, M. Ernest Feydeau, M. Paul de Saint-Victor, M. Arnould, M. Edouard Thierry, M. Jules Lecomte, M. Jules Noriac, M. Ernest Lefèvre, M. Ernest Reyer, M. Gustave Doré, M. Gustave Flaubert, M. Théodore de Banville, M. Jules Sandeau, M. Jules de Saint-Félix, M. Arsène Houssaye, M. Jules Janin, M. Théophile Gautier, M. Ponsard, M. Alexandre Dumas fils, M. Emile Augier, M. Empis, M. Legouvé, M. Bouilhet, M. Maxime du Camp, M. Feydeau, M. Barrière, M. Ernest Feydeau, M. Paul de Saint-Victor, M. Arnould, M. Edouard Thierry, M. Jules Lecomte, M. Jules Noriac, M. Ernest Lefèvre, M. Ernest Reyer, M. Gustave Doré, M. Gustave Flaubert, M. Théodore de Banville, M. Jules Sandeau, M. Jules de Saint-Félix.

"Le public était nombreux et choisi. Il a fait un accueil très favorable à la pièce et aux acteurs. Mlle Rachel a été rappelée après chaque acte. Elle a été rappelée après chaque acte. Elle a été rappelée après chaque acte. Elle